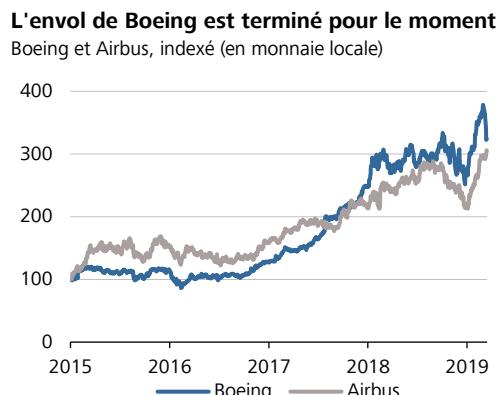


# Commentaire sur le marché

Le gouvernement britannique n'a toujours pas avancé, suite à une semaine «Brexit» agitée. La situation ne sera pas moins tendue, malgré le report. Incertitudes et tractations politiques seront certainement à l'ordre du jour ces prochains mois.



## GRAPHIQUE DE LA SEMAINE



Source: Bloomberg

Le nouvel avion de Boeing, le 737 Max, est cloué au sol, après un second écrasement en cinq mois. L'action a réagi en baissant fortement. La valeur boursière de Boeing est toujours environ deux fois celle de son rival, Airbus.



## GROS PLAN

### La société suisse medtech entre en bourse

Spécialisée dans les prothèses du genou et de la hanche, l'entreprise tessinoise Medacta affiche un taux de croissance à deux chiffres. L'objectif de l'entrée en bourse, prévue au T2, est d'améliorer le degré de notoriété et de permettre à l'entreprise de croître davantage.



## LE PROGRAMME

### Evaluation BNS de la politique monétaire

La Banque nationale suisse devrait emprunter un ton prudent la semaine prochaine. La BNS ne peut faire autrement qu'adopter un ton attentiste, après le report de la BCE d'augmenter ses taux, tout comme le mode «pause» de la Fed aux Etats-Unis.

**La décision du «Brexit» est repoussée une nouvelle fois:** «*Kicking the can down the road*» – une fois de plus, le premier ministre britannique Theresa May a repoussé le dossier du Brexit, tout en perdant du temps précieux. Il n'y a guère de solution rapide à l'horizon, après cette semaine agitée. Bien au contraire: May n'a pas avancé d'un seul pas.

Elle pouvait encore brièvement espérer que la Chambre des communes adopte l'accord avec l'Union européenne (UE) en début de semaine, à la deuxième tentative. En effet, lundi soir, elle avait réussi à négocier quelques ajouts dans l'accord, lors d'une séance organisée à la hâte avec Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne. Or, ce qu'elle a présenté au Parlement mardi, n'était en fin de compte que la même Jeannette, autrement coiffée et, tout au plus, un ajustement dans le détail. Tout espoir d'un vote en faveur du Brexit au Parlement s'était ensuite envolé au moment où Geoffrey Cox, le premier conseiller juridique du Gouvernement, avait présenté ses doutes à propos des accords supplémentaires. May a ainsi vécu une nouvelle défaite (391 voix contre, 242 voix pour), bien que moins violente que celle de janvier.

Sans grande surprise, très peu de parlementaires voulaient se hasarder à une sortie sans aucun accord, mercredi, et ont clairement rejeté un «No Deal Brexit». May a ensuite annoncé qu'elle soumettrait son projet au Parlement pour la troisième fois la semaine prochaine. Enfin, jeudi, lors du dernier vote, de ce long marathon, le Parlement a clairement approuvé la question relative à la sortie de l'UE. Cette dernière avait, à son tour déjà, signalé son accord envers le report de la date de sortie, mais s'attend à ce que les Britanniques annoncent clairement ce qu'ils entendent faire du temps additionnel.

Difficile d'imaginer Theresa May fournir des réponses claires à ce sujet la semaine prochaine lors du sommet de l'UE. Au contraire, la situation devrait rester confuse, sachant que de nombreux scénarios circulent quant à la suite des événements. Ainsi, il est question d'une démission de May, en passant par de nouvelles élections et un «Softer Brexit» avec le maintien dans le marché intérieur de l'UE. Et plus le temps passe, plus un deuxième référendum - la seule possibilité pour les Britanniques d'éviter la sortie de l'UE, outre leur très improbable annulation unilatérale de l'article 50 (sortie du «Brexit») - pourrait devenir réalité. Il aurait également plus de chances d'aboutir.

Mais peu importe si la politique britannique réussit à se ressaisir, les tractations chaotiques de ces derniers 33 mois ont causé d'importants dommages économiques. Selon les estimations de la Bank of England, l'économie a perdu environ 2% de sa production depuis juin 2016. Le moral des dirigeants d'entreprises est au plus bas depuis 7 ans, et la disposition à investir est en berne. Plus de 250 entreprises de la finance déménageront partiellement ou en totalité sur le continent européen et délocaliseront ainsi des milliers d'emplois. La situation est similaire dans d'autres branches. Honda ferme sa seule usine en Grande-Bretagne, Panasonic et Sony délocalisent également leurs quartiers généraux européens. Le marché du logement a vu ses plus beaux jours passer, et le marché de l'emploi toussote, lui aussi. Face à cette évolution, la BoE ne devrait pas augmenter ses taux jusqu'à nouvel ordre.

Oliver Hackel, CFA  
Responsable Macro & Investment Strategy

**RAIFFEISEN**

## Editeur

Raiffeisen Suisse CIO Office  
Raiffeisenplatz  
9001 St-Gall  
ciooffice@raiffeisen.ch

## Internet

<https://www.raiffeisen.ch/rch/fr/clients-prives/placer.html>

## Conseil

Contactez votre conseiller ou votre Banque Raiffeisen  
locale: [www.raiffeisen.ch/web/ma+banque](http://www.raiffeisen.ch/web/ma+banque)

## Autres publications

Vous trouvez cette publication ainsi que d'autres publications Raiffeisen sous le lien ci-après:  
<https://www.raiffeisen.ch/rch/fr/clients-prives/placer/marches-opinions/publications-research-macro.html>

## Mentions légales

### Ce document n'est pas une offre.

Les contenus de cette publication sont fournis à titre d'information exclusive-ment. Ils ne constituent donc ni une offre au sens juridique, ni une incitation ou recommandation d'achat ou de vente d'instruments de placement. La publication ne constitue ni une annonce de cotation ni un prospectus d'émission au sens des art. 652a ou 1156 CO. L'intégralité des conditions déterminantes ainsi que le détail des risques inhérents à ce produit figurent dans les documents de vente correspondants juridiquement contraignants (par ex. le prospectus, le contrat de fonds). En raison de restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortis-sants ou aux résidents d'un Etat dans lequel la distribution des produits décrits dans cette publication est limitée. La présente publication n'a pas pour vocation de fournir au lecteur un conseil en placement ni à l'aider à prendre ses décisions en matière d'investissement. Des investissements dans les place-ments décrits ici ne devraient être effectués que suite à un conseil à la clientèle et/ou à un examen minutieux des documents de vente obligatoires. Toute dé-cision prise sur la base des présents documents l'est au seul risque de l'investisseur lui-même. Par ailleurs, nous vous prions de vous référer à la brochure «Risques particuliers dans le négoce de titres». La performance indiquée se base sur des données historiques ne permettant pas d'évaluer l'évolution pré-sente ou future de la valeur. Les éventuelles commissions et coûts prélevés lors de l'émission et le rachat des parts n'ont pas été pris en considération dans le calcul des données de performance présentées.

### Exclusion de responsabilité

Raiffeisen Suisse fait tout ce qui est en son pouvoir pour garantir la fiabilité des données présentées. Cependant, Raiffeisen Suisse ne garantit pas l'actua-lité, l'exactitude ou l'exhaustivité des informations divulguées dans la présente publication. Raiffeisen Suisse décline toute responsabilité liée aux pertes ou dommages éventuels (directs, indirects et consécutifs) qui seraient causés par la diffusion de la présente publication ou des informations qu'elle contient, ou qui seraient en rapport avec sa distribution. Elle n'est surtout pas responsable des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers. Il appartient au client de s'informer des éventuelles conséquences fiscales. Selon l'Etat de résidence, les conséquences fiscales sont susceptibles de varier. Raiffeisen Suisse et les Banques Raiffeisen déclinent toute responsabilité des consé-quences fiscales éventuelles découlant de tout achat de titres.

### Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière

La présente publication a été élaborée par Raiffeisen Suisse et n'est pas le ré-sultat d'une analyse financière. Les «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers (ASB) ne s'appli-quent donc pas à la présente publication.

**RAIFFEISEN**